



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
1 rue Georges Feydeau
CS 20105
71321 Chalon-sur-saône Cedex

Chalon-sur-saône, le 24/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/08/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAS CARRIERE DU MONTAGNY

4 route de Charolles
71390 Montagny-Lès-Buxy

Références : FF/CS/2025/C_141
Code AIOT : 0005400543

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/08/2025 dans l'établissement SAS CARRIERE DU MONTAGNY implanté Lieu-dit Les Chaumes 71390 Montagny-lès-Buxy. L'inspection a été annoncée le 10/07/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été effectuée suite au changement d'exploitant de la carrière effectué début de l'année 2025 et acté par arrêté préfectoral complémentaire portant autorisation de changement d'exploitant en date du 25 avril 2025.

Le site était précédemment exploité par la société GRANULATS VICAT.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAS CARRIERE DU MONTAGNY
- Lieu-dit Les Chaumes 71390 Montagny-lès-Buxy
- Code AIOT : 0005400543
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière de roche massive (calcaire) autorisée par arrêté préfectoral du 11 janvier 2010 et prolongée par arrêté préfectoral complémentaire du 9 décembre 2024.

L'échéance de l'autorisation est le 11 janvier 2027, avec un arrêt de l'extraction des matériaux au 11 juillet 2026.

Le site est autorisé à accepter des matériaux extérieurs inertes dans le cadre de la remise en état du site (valorisation).

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Document préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Documents d'accompagnement	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
9	Contrôle visuel	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
10	Accusé d'acceptation	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
11	Registre d'admission	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 11/01/2010, article 2.4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Garanties financières	AP Complémentaire du 09/12/2024, article 6	Sans objet
3	Périmètre d'éloignement	Arrêté Préfectoral du 11/01/2010, article 1.5	Sans objet
4	Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 11/01/2010, article 2.1.4	Sans objet
5	Accès à la voirie	Arrêté Préfectoral du 11/01/2010, article 2.1.5	Sans objet
6	Procédure d'acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a montré principalement que :

- les dispositions contrôlées liées à l'exploitation de la carrière sont respectées,
- les dispositions contrôlées liées à l'acceptation des déchets inertes extérieurs ne sont pas respectées au regard de la réglementation applicable (notamment les articles 5, 7, 8 et 9 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014).

Il est attendu de l'exploitant une mise en conformité rapide des installations au regard de la réglementation applicable.

L'ensemble des documents justificatifs est à transmettre à l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2010, article 2.4
Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un plan à l'échelle adéquate de la carrière. Sur ce plan doivent être reportés : <ul style="list-style-type: none"> • les limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation d'exploiter ainsi que les abords dans un rayon de 50 m, • les positions des fronts,

- les cotes d'altitude des points significatifs,
- les zones remises en état,
- les installations fixes de toute nature (bascules, locaux, installations de traitement,...),
- les zones de stockage des produits finis, des stériles, des terres de découverte,
- les bornes.

Ce plan est mis à jour annuellement.

Constats :

Un plan d'exploitation à jour du site, comportant l'ensemble des éléments prescrits à l'article 2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation, a été présenté à l'inspection (daté de juillet 2025).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 09/12/2024, article 6

Thème(s) : Autre, Garanties financières

Prescription contrôlée :

Le montant des garanties financières est fixé comme suit :

Phase	Montant pour la phase en euros (€)	Indice TP 01
De la date de notification du présent arrêté jusqu'au 11 janvier 2027	203 395	Novembre 2023 : 130,3

Constats :

Par courriel en date du 4 mars 2025, l'exploitant nous a transmis l'acte de cautionnement de la carrière (montant de 203 395 €, valable du 4 mars 2025 jusqu'au terme de l'exploitation, le 11 janvier 2027).

Nota : l'acte de cautionnement de la carrière est à transmettre au préfet.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Périmètre d'éloignement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2010, article 1.5

Thème(s) : Risques accidentels, Périmètre d'éloignement

Prescription contrôlée :

Les bords supérieurs de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Constats :

Selon le plan du site présenté, les bords supérieurs de l'excavation sont à plus de 10 mètres des limites du périmètre de la carrière.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Clôtures et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2010, article 2.1.4

Thème(s) : Risques accidentels, Protection du site

Prescription contrôlée :

Toute zone dangereuse (travaux préliminaires, extraction, remise en état, bassin ...) doit être ceinturée par un dispositif formant un obstacle à la pénétration des personnes et des véhicules. Ce dispositif doit être suffisamment dissuasif pour ne pouvoir être franchi (barrière) qu'avec une intention délibérée de pénétrer sur le site. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation.

Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le(s) chemin(s) d'accès, d'autre part, aux abords du dispositif ceinturant la zone d'exploitation. Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, l'accès est interdit.

Les retenues d'eau présentes sur le périmètre d'autorisation sont munies de panneaux signalant leur caractère potentiellement dangereux (risques de noyade).

Constats :

Une clôture est présente sur l'ensemble du périmètre de la carrière.

Une barrière ferme l'accès unique au site en dehors des heures d'exploitation. Des panneaux installés sur la barrière d'entrée et le long de la clôture signalent le danger et l'interdiction d'accès au site.

Le bassin de décantation des eaux de ruissellement de la carrière est clôturé.

Le jour de l'inspection, il a été constaté que la protection du site était insuffisante en limite nord-ouest du site (limite avec la carrière voisine SETP), notamment par l'absence de clôture, mais uniquement 2 barrières.

Par courriel en date du 7 août 2025, l'exploitant nous a fait parvenir des photos montrant que la protection du site avait été renforcée dans ce secteur (limite avec la carrière voisine SETP) par la mise en place d'une clôture et de panneau d'interdiction d'accès.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Accès à la voirie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/01/2010, article 2.1.5

Thème(s) : Risques accidentels, Voie d'accès

Prescription contrôlée :

Le débouché des voies de desserte de la carrière sur la voirie publique doit être signalé et ne pas créer de risque pour la sécurité publique. Il doit être convenablement empierré ou stabilisé sur une largeur suffisante pour éviter la détérioration de la voie empruntée. Ces travaux ne doivent pas gêner l'écoulement des eaux et ne pas modifier les profils en long et en travers de la chaussée et de l'accotement.

L'exploitant prend toute disposition pour limiter l'épandage de boue ou de matériaux sur la voirie publique.

Constats :

Le débouché de la voie de desserte de la carrière sur la voirie publique est signalé et il ne crée pas de risque pour la sécurité publique. Il est bitumé et stabilisé sur une largeur suffisante pour éviter la détérioration de la voie empruntée.

L'écoulement des eaux de ruissellement de la carrière s'effectue dans le fossé qui longe la carrière, après passage dans un bassin de décantation.

Le jour de l'inspection, il n'a pas été constaté d'épandage de boue ou de matériaux sur la voirie publique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Procédure d'acceptation préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation visée à l'article 1^{er} met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.

L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent

<p>L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté.</p> <p>Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable; - que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ; - que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. <p>Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a mis en place une procédure d'acceptation préalable, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets inertes dans son installation.</p> <p>Elle porte cet intitulé : "Carrière du Montagny - Procédure accueil, contrôle et refus des inertes" (non datée).</p> <p>A signaler que l'exploitant n'accepte pas les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 sur le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 7 : Document préalable

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ; - le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; - le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ; - l'origine des déchets ; - le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ; - la quantité de déchets concernée en tonnes. <p>Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3.</p> <p>Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas</p>

échéant.

La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.

Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.

Constats :

Un document d'acceptation préalable des déchets est présenté par l'exploitant pour les différents chantiers de l'année 2025, qui ont fait l'objet d'apport de déchets inertes.

NON-CONFORME :

Pour les apports de déchets en juin 2025, il est constaté que le document d'acceptation préalable est mal renseigné et/ou ne contient pas l'ensemble des informations réglementaires, en particulier ;

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ne sont pas toujours renseignés (exemple, pour les déchets d'un chantier à Saint-Rémy en juin 2025, il est indiqué la société GUINOT TP, commune de Montchanin)
- l'origine des déchets n'est pas assez précise (il convient de renseigner l'adresse précise, référence des parcelles...)
- ce document n'est pas toujours signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires,
- la signature du producteur des déchets n'est pas toujours apposée (exemple des déchets en provenance d'un chantier à Saint-Rémy en juin 2025).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Compléter le document d'acceptation préalable des déchets par les informations réglementaires absentes le jour de la visite, et le renseigner de manière précise pour les apports.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Documents d'accompagnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation.

Constats :

NON- CONFORME : le document d'acceptation préalable signé par l'exploitant (CARRIERE DU MONTAGNY) ne justifie pas que tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des

documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation (CARRIERE DU MONTAGNY), avant d'être admis sur le site : absence de cette mention sur le DAP.
D'autre part, les cases suivantes ne sont pas toujours renseignées : date d'acceptation préalable et lot accepté (oui/non), sur les documents d'acceptation préalable consultés (chantiers en juin 2025 à Saint-Rémy, à Gergy...).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Mettre en œuvre une organisation permettant de justifier que tout chargement de déchets a fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement avant d'être admis.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Contrôle visuel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée :
Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé.
Constats :
NON-CONFORME : l'exploitant indique qu'un contrôle visuel des déchets est réalisé à leur entrée sur l'installation et lors du déchargement du camion par la personne présente sur la carrière, cependant au jour de la visite, ce contrôle visuel n'est tracé, ni sur le document d'acceptation préalable renseigné, ni sur l'accusé d'acceptation ("bon de décharge").
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
Réaliser le contrôle visuel des déchets et "tracer" ce contrôle visuel.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 10 : Accusé d'acceptation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
Prescription contrôlée :
En cas d'acceptation des déchets, l'exploitant délivre un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document prévu à l'article 5 par les informations minimales suivantes :

<ul style="list-style-type: none"> - la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ; - la date et l'heure de l'acceptation des déchets.
<p>Constats :</p> <p>Un bon de décharge est établi par l'exploitant. Il comporte les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - date - client - produit - chantiers - transporteur. <p>Un double de ce document est, semble-t-il, remis au transporteur du déchets.</p> <p>NON-CONFORME : lors d'acceptation des déchets, l'exploitant ne délivre pas d'accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document prévu à l'article 5 par les informations minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ; - la date et l'heure de l'acceptation des déchets. <p>A noter que le jour de l'inspection, l'instrument de mesure utilisée à des fins réglementaires (pont-bascule à l'entrée du site) servant à mesurer la masse des produits (matériaux extraits de la carrière ou déchets inertes acceptés) n'était pas à jour de sa vérification périodique (limite de validité : octobre 2024).</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Délivrer un accusé d'acceptation au producteur des déchets en complétant le document prévu à l'article 5 par les informations minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la quantité de déchets admise, exprimée en tonnes ; - la date et l'heure de l'acceptation des déchets. <p>Vérification périodique du pont bascule à réaliser.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 11 : Registre d'admission

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Déchets</p>

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour un registre d'admission. Outre les éléments visés à l'arrêté du 29 février 2012 sur les registres, il consigne pour chaque chargement de déchets présenté :

- l'accusé d'acceptation des déchets ;
- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Ce registre est conservé pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

NON-CONFORME : l'exploitant tient un registre des déchets admis, néanmoins celui-ci ne comporte pas les informations prévues à l'article 1 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement (qui a remplacé l'arrêté du 29 février 2012 ci-dessus), ni les éléments suivants :

- l'accusé d'acceptation des déchets ;
- le résultat du contrôle visuel mentionné à l'article 7 et, le cas échéant, celui de la vérification des documents d'accompagnement ;
- le cas échéant, le motif de refus d'admission.

Par courriel des 7 et 11 août 2025, l'exploitant nous a transmis un modèle de registre d'admission pour sa carrière (document vierge).

Ce document ne comporte pas les informations suivantes :

- le numéro SIRET du producteur initial du déchet,
- la raison sociale, le numéro SIRET et l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- l'adresse de prise en charge lorsqu'elle se distingue de l'adresse de l'établissement expéditeur des déchets ;
- la raison sociale et le numéro SIRET du courtier ou du négociant, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R. 541-56 du code de l'environnement, si le déchet est géré par un courtier ou un négociant ;
- le numéro SIRET du ou des transporteurs ;
- le code du traitement qui va être opéré dans l'établissement selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE relative aux déchets ;
- le cas échéant, le numéro du document prévu à l'annexe VII du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ou le numéro de notification et numéro de saisie du document prévue à l'annexe I-B du règlement (CE) 1013/2006 susvisé ;
- le cas échéant, le code de traitement mentionné à l'annexe IV de la Convention de Bâle susvisée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de nous transmettre le registre d'admission des déchets conforme à l'article 1 de l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 cité ci-dessus, complété des éléments prescrits à l'article 9 de l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 (depuis l'arrêté préfectoral complémentaire du 25 avril 2025 portant changement d'exploitant au profit de la société CARRIERE DU MONTAGNY).

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois